



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté n°2022-DCL-BENV-816

**Société SNC du parc éolien du pays de la côte de Jade – Commune de Bouin
Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires pour le repowering des
éoliennes E4 à E8**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres ;

VU la doctrine régionale Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » ;

VU le permis de construire accordé le 12 décembre 2001 pour cinq éoliennes à la SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade ;

VU le bénéfice des droits acquis accordé au titre de la législation sur les installations classées le 25 janvier 2013 pour cinq éoliennes au nord du parc éolien de Bouin constitué de 8 éoliennes - 2,4 MW unitaire - mâts de 60 mètres type NORDEX N80 – diamètre de rotor de 80 mètres ;

VU l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ/1-4 du 05 janvier 2018 portant imposition à la société SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade de prescriptions de mesures d'urgence prises à titre conservatoire suite à l'accident du 1^{er} janvier 2018 intervenu sur le parc voisin exploité par Vendée Energie ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-DRCTAJ-1-98 du 19 février 2020 portant prescriptions complémentaires pour le parc éolien exploité par la SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade situé au lieu dit « polder des Champs » à Bouin ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaires n°21-DRCTAJ-1-88 du 18 février 2021 portant prescriptions complémentaires pour le repowering des éoliennes E4 à E8 du parc éolien exploité par la SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade situé au lieu dit « polder des Champs » à Bouin ;

VU le porter-à-connaissance réalisé par la SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade en février 2022 et transmis au préfet le 09 février 2022 en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement en vue de :

- modifier la hauteur des éoliennes E4 à E8 prévue initialement dans le cadre du repowering autorisé par l'arrêté du 18 février 2021 susvisé,
- et déplacer l'éolienne E4 à l'intérieur de la zone de survol des pâles de l'éolienne E4 existante ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 juin 2022 ;

CONSIDERANT que l'impact paysager des nouvelles éoliennes E4 à E8 n'amène pas à modifier de façon significative l'impact visuel associé au fonctionnement de ce parc ;

CONSIDERANT que les éoliennes E4 à E8 sont remplacées par un modèle de puissance équivalente, avec des caractéristiques relativement voisines de l'ancien modèle implanté sur le site ;

CONSIDERANT que le déplacement des éoliennes E4 à E8 par rapport à leur ancienne implantation est limité (déplacement du mât à l'intérieur de la zone de survol des pâles des éoliennes) ;

CONSIDERANT que le remplacement des éoliennes par les nouvelles éoliennes E4 à E8 n'accentuera pas de façon significative l'impact sur la biodiversité ;

CONSIDERANT que l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre des mesures de réduction et de compensation telles que figurant dans son porter-à-connaissance complétées ou précisées par certaines mesures prévues dans le présent arrêté, afin de réduire les impacts liés à la construction et au fonctionnement des éoliennes E4 à E8 notamment ;

CONSIDERANT que les niveaux sonores et les émergences satisferont les valeurs limites admissibles par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 autant en période diurne que nocturne, à l'aide d'un plan de bridage ;

CONSIDERANT que l'absence d'impact concernant le bruit sera vérifié par de nouvelles mesures après la mise en service des éoliennes E4 à E8 ;

CONSIDERANT que la demande justifie du respect des prescriptions de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article R.181-45 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris pour imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

CONSIDERANT les observations formulées par l'intéressé ;

Arrête

Article 1 – Domaine d'application

La société SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade, dont le siège social se situe 100 esplanade du général De Gaulle – Coeur Défense tour B – 92932 Paris la Défense Cedex, est tenue, pour le repowering des éoliennes E4 à E8 puis l'exploitation des cinq éoliennes situées au lieu-dit « Polder des Champs » sur le territoire de la commune de Bouin, de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Liste des installations concernées par le présent arrêté complémentaire

Les installations concernées sont situées sur la commune de Bouin aux coordonnées et parcelles suivantes :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Altitude au sol (m)	Parcelles d'implantation
	X	Y		
Aérogénérateur n° 4 E 4	316587,58	6662502,78	2	Voir tableau ci-dessous
Aérogénérateur n° 5 E 5	316772,78	6662825,85	1,93	
Aérogénérateur n° 6 E 6	316858,8	6663124,2	2,02	
Aérogénérateur n° 7 E 7	316847,18	6663339,79	1,75	
Aérogénérateur n° 8 E 8	316838,83	6663599,08	1,82	
Poste de livraison	316374,38	6662216,28	1,59	

Éoliennes	Parcelles d'implantation (éolienne, fondation et plate-forme) Section H	Parcelles survolées Parcelles en plus de l'implantation Section H	Accès et passage de câbles en plus de l'implantation Section H
E4	2376, 2574, 2575	2373, 2377, 2378	1152, 2377
E5	2357, 2358, 2580	2355, 2356, 2360, 2581	982, 2360, 2581
E6	2334, 2335, 2576	2333, 2337, 2577	195, 2333
E7	2326, 2327, 2572, 2573	2328	195
E8	32, 1700, 2592	30, 168, 1699, 2593	195, 2593, 2595
Poste de livraison	2395	-	-

Article 3 : Conformité des éoliennes E4 à E8 avec le dossier de porter à connaissance

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les éoliennes E4 à E8 et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 4 : Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables au parc éolien les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées (avec les éoliennes E4 à E8 considérées comme installations nouvelles).
- arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.

Article 5 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	Hauteur sommitale la plus élevée : 115 m Hauteur maximale au moyeu : 68,9 m Puissance totale maximale installée en MW : 11,75 Nombre d'aérogénérateurs : 5	A

A : installation soumise à autorisation

Article 6 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 5.

Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé.

L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé.

I. Le montant initial de la garantie financière d'une installation correspond à la somme du coût unitaire forfaitaire (Cu) de chaque aérogénérateur composant cette installation :

$$M = \sum (Cu)$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II présent article. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation.

II. Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes :

a) lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW :

$$Cu = 50\,000$$

b) lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW :

$$C_u = 50\,000 + 25\,000 * (P-2)$$

où :

- C_u est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

III. En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière d'une installation est réactualisé en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs.

Le montant initial forfaitaire de la garantie financière est donc de 50 000 € + (25 000 x (2,35-2)), soit 58 750 € par éolienne et au total de 293 750 € pour l'ensemble du parc éolien du Pays de la Côte de Jade.

Le montant des garanties financières à constituer à compter de la mise en service des éoliennes E4 à E8 modifiées est établi à partir de la formule suivante :

$$M_n = M \times \left(\frac{Index_n}{Index_0} \times \frac{1 + TVA}{1 + TVA_0} \right)$$

où

M_n est le montant exigible à l'année n .

M est le montant initial de la garantie financière de l'installation.

$Index_n$ est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

$Index_0$ est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 calculé sur la base 2010.

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie.

TVA_0 est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 %.

Dès la mise en activité des éoliennes E4 à E8, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières.

Article 7 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage notamment)

7.1 Généralités

L'exploitant met en place les différentes mesures figurant dans son porter-à-connaissance, soit les dispositions suivantes :

ME-1 : Mise en place d'un calendrier de travaux compatible avec le cycle biologique de l'avifaune,

ME-2 : Rendu non attractif des plateformes et de leurs abords pour la faune à enjeu,

ME-3 : Régulation sous le seuil de « cut-in-speed » : mise en berne des éoliennes par vent faible,

MR-1 : Mesure de bridage pendant la période d'activité des chiroptères,

MR-2 : Absence d'éclairage des éoliennes attractif pour les chiroptères,

MA-1 Mesure d'accompagnement visant une amélioration de l'habitat des espèces impactées par le parc éolien sur une surface de 30 hectares atteinte au bout de 10 ans,

MA-2 Mesure d'accompagnement visant une amélioration des pratiques agricoles en faveur des Busards (formation à destination des exploitants agricoles afin de les sensibiliser à la perte de biodiversité en

milieu agricole et plus spécifiquement à la destruction des nichées lors des travaux mécaniques. Un accompagnement personnalisé et du matériel de protection pour les nids seront également fournis).

MA-3 Mesure d'accompagnement en faveur des chiroptères (conseils et aménagements spécifiques),

MS-1 Suivi des mesures proposées

MS-2 Suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères

MS-3 Suivi de l'activité des chiroptères en altitude

7.2 Protection des oiseaux et des chiroptères

7.2.1 Suivis environnementaux

L'exploitant réalise les suivis environnementaux en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Les résultats de ces suivis sont communiqués à l'inspection des installations classées et accompagnés des commentaires et des propositions dûment motivées de la part de l'exploitant, notamment en cas de nécessité de mettre en place un plan de bridage ou de le modifier.

7.2.2 Suivi mortalité des oiseaux et des chiroptères

L'exploitant met en place un suivi mortalité de l'avifaune et des chiroptères de l'ensemble de son parc conformément au protocole en vigueur et à la doctrine régionale Pays-de-la-Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays-de-la-Loire » à raison d'une série d'un minimum de 20 prospections, réparties de manière homogène entre les semaines 20 et 43 (mi-mai à octobre) pour chaque éolienne. En l'absence de résultats sur les suivis d'activité chiroptères en hauteur, est réalisé a minima un passage pour le suivi de la mortalité des chiroptères par semaine sur la période des semaines 12 à 19.

Deux sessions de tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres sont à réaliser sous chaque éolienne en mai-juin et août-septembre.

Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord de l'inspection des installations classées, le suivi est réalisé au plus tard dans les 12 mois qui suivent la mise en service des éoliennes E4 à E8.

A l'issue de ce premier suivi :

- si le suivi mis en œuvre conclut à l'absence d'impact significatif sur les chiroptères et sur les oiseaux par rapport aux éléments de l'étude d'impact initiale complété par le porter-à-connaissance alors le prochain suivi est effectué dans les 10 ans, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées,
- si le suivi met en évidence un impact significatif sur les chiroptères ou sur les oiseaux, alors des mesures correctives de réduction doivent être mises en place et un nouveau suivi doit être réalisé l'année suivante pour s'assurer de leur efficacité.

7.2.3 Protection des chiroptères

Dès le début de l'exploitation des éoliennes E4 à E8, l'exploitant met en place le bridage présenté dans le porter-à-connaissance (Mesure MR-1) :

	Modèle de régulation	
	05/07 au 09/09 et 26/10 au 31/10	10/09 au 25/10
E4, E5, E6, E7 et E8	Vitesse de vent < 6 m/s, Température > 16°C, 1 à 6,5 heures après le coucher du soleil Absence de précipitations	Vitesse de vent < 7 m/s, Température > 13,5°C, 1 à 8,5 heures après le coucher du soleil Absence de précipitations

Toute modification de cette régulation doit être préalablement justifiée par les bilans des suivis de mortalité et d'activité tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un suivi d'activité en hauteur des chiroptères est réalisé sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord de l'inspection des installations classées au plus tard dans les 12 mois suivant la mise en service des éoliennes E4 à E8 en vue de vérifier les paramètres de régulation précités ou de les optimiser par des enregistrements automatiques au niveau de la nacelle d'une des éoliennes et au niveau du sol. Ce suivi en continu est à réaliser sur un cycle biologique complet (du 01 mars au 30 novembre) corrélé avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations) au niveau de la nacelle et au niveau du sol. Ce suivi d'activité est complété par un suivi mortalité réalisé en parallèle des suivis en altitude. Le suivi d'activité est reconduit l'année suivante si nécessaire en vue de renforcer voire d'optimiser la régulation précitée des éoliennes au regard des bilans de suivi mortalité puis tous les 10 ans en absence d'impact significatif.

Un suivi de l'évolution des habitats naturels dans un rayon de 300 m autour des éoliennes est à réaliser dans les 12 mois suivant la mise en exploitation des éoliennes E4 à E8 puis dans les trois ans, puis tous les dix ans. Un constat d'évolution négative lié à l'exploitation du parc éolien fait l'objet de propositions et de mise en œuvre de mesures de compensation.

7.3 Protection du paysage

Afin de préserver l'esthétique des éoliennes, celles-ci sont exemptées de publicité notamment au niveau des nacelles. Des logos de taille réduite pourront être apposés sur le mât en partie basse le cas échéant.

7.4 Entretien des plates-formes

L'exploitant assure l'entretien régulier et raisonné des plates-formes, le cas échéant par un entretien de type mécanique (fauchage, broyage, etc.) afin d'éviter l'installation d'un peuplement herbacé ou arbustif spontané, attractif pour la faune, au pied des machines. Toute utilisation de pesticide est proscrite.

7.5 Éclairage du parc éolien

Le site n'est pas éclairé de façon continue. Un dispositif d'éclairage non automatique est mis en place au pied de chaque machine pour les besoins des opérations de maintenance/exploitation. Les autres sources lumineuses sont limitées au balisage imposé par la réglementation aéronautique soit actuellement les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne

Article 8 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Afin de limiter l'impact du projet sur l'avifaune nicheuse, les travaux « lourds (travaux de terrassements et de coulage des fondations des éoliennes, de voiries et de réseaux divers) » se font hors période de nidification soit entre août et mars. Des adaptations pourront cependant être apportées dans le calendrier des travaux, sur les conseils d'un expert naturaliste (possibilité de commencer plus tôt / poursuivre / finir plus tard en fonction des parcelles et des enjeux identifiés l'année du chantier, la nidification des espèces concernées étant liée à l'assolement des cultures) après accord de l'inspection des installations classées. Une fois les travaux « lourds » réalisés, le reste des travaux peut être engagé, en veillant à limiter les interruptions significatives durant la période entre avril et juillet en particulier.

Un suivi écologique est réalisé durant l'ensemble de la période de chantier. Ce suivi est accompagné d'un inventaire écologique du site, durant la période d'arrêt et de réalisation du chantier, pour évaluer les espèces bénéficiant de l'arrêt des travaux.

Article 9 : Mesures spécifiques liées aux nuisances sonores

Afin de respecter les valeurs limites admissibles des niveaux sonores et des émergences en période diurne et nocturne telles que précisées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, le pétitionnaire met en œuvre le bridage des éoliennes prévu dans son porter-à-connaissance. La description précise de chacun des modes de bridages est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10 : Autosurveillance des niveaux sonores

Dans les 12 mois qui suivent les phases de test et de réception des nouvelles éoliennes E4 à E8 permettant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage la réalisation, à ses frais, d'une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les emplacements de mesure sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans le dossier de porter à connaissance.

Le contrôle est réalisé dans les conditions de fonctionnement prenant en compte le plan de fonctionnement aménagé pour chaque machine (mesures de bridage ou d'arrêt des aérogénérateurs) dans l'objectif de respecter les valeurs limites réglementaires.

Les résultats de la campagne de mesures sont transmis dans les 3 mois suivant la fin de cette campagne à l'Inspection des installations classées avec les commentaires, les propositions éventuelles d'aménagement du plan de fonctionnement et la description précise des modes de fonctionnement.

En cas de dépassement des seuils réglementaires définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel sus-visé, l'exploitant établit et met en place dans les plus brefs délais un plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir le respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel sus-visé. Il s'assure de son efficacité en réalisant un nouveau contrôle dans les 3 mois suivant la mise en œuvre du plan de fonctionnement. Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'Inspection des installations classées pourra demander.

Article 11 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application des articles 7 et 10, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'autosurveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'Inspection des installations classées.

Article 12 : Autres dispositions

L'exploitant effectue le remplacement des blocs de freins tous les 5 ans et un contrôle périodique semestriel. Ce contrôle sert également à ajuster si nécessaire la fréquence de remplacement.

Un outil de surveillance est mis en œuvre afin de diagnostiquer une défaillance potentielle des blocs de frein du système d'orientation des pales. Cet outil analyse 24h/24 les données reçues des éoliennes et compare la position réelle des pales à la consigne. Chaque écart supérieur à la valeur cible est remonté aux équipes locales qui organisent une intervention dans les plus brefs délais. Lorsque deux pales présentent des symptômes similaires, l'éolienne est arrêtée via le système de contrôle.

Sur chaque éolienne du parc, le bon fonctionnement du dispositif d'orientation des pales est automatiquement vérifié avant le démarrage de l'éolienne et est une condition préalable au démarrage de l'éolienne.

Article 13 : Dispositions des actes antérieurs abrogées

L'arrêté préfectoral complémentaire n°20-DRCTAJ-1-98 du 19 février 2020 portant prescriptions complémentaires pour le parc éolien exploité par la SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade situé au lieu dit « Polder des Champs » sur la commune de Bouin est abrogé dès la mise en service des éoliennes E4 à E8.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-88 du 18 février 2021 portant prescriptions complémentaires pour le parc éolien exploité par la SNC Parc éolien du Pays de la Côte de Jade situé au lieu dit « Polders des Champs » sur la commune de Bouin est abrogé dès notification du présent arrêté.

Article 14 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial ;
- le dossier de porter à connaissance ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 15 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour administrative d'appel de Nantes.

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse <https://www.telecours.fr>

Article 16 : Publicité et diffusion de l'arrêté

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bouin pour pouvoir y être consulté.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Bouin pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 17 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de Vendée et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **21 JUIL. 2022**

Le préfet,

Pour le Préfet
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Anne TAGAND

